



SCIENCES ET MÉDIAS: DES LIENS TIMIDES

Publié le 30 novembre 2016



On ne parle pas assez de sciences dans les médias! Du moins dans les médias généralistes. Ce constat, c'est à Annecy (France) qu'on vient de le poser. Les chiffres, avancés dans le cadre du [colloque Imaginascience consacré au journalisme scientifique](#), sont clairs. En moyenne, seuls 2,5 % des articles proposés par les médias (français) concernent la science. En matière de santé, cela monte à 5%.

Est-ce trop peu? « La science concerne chacun d'entre nous, à chaque instant », souligne Cécile Michault, journaliste scientifique. « Et pour assurer sa mise en perspective, pour traiter ce genre d'informations de manière critique, il faut des journalistes qui savent de quoi ils parlent. Des journalistes capables de porter un regard relativement éclairé sur l'information. Des journalistes capables de la mettre en doute, de la vérifier, de la compléter. C'est vrai en matière de science, cela l'est aussi dans d'autres domaines ».

Dérives, imprécisions, culture du « buzz »

Un exemple de ce manque de clairvoyance et de dérapage dans le traitement de l'information scientifique? Cécile Michaut en relève plusieurs. Le cas de la super Lune de la mi-novembre est exemplaire à ce sujet.

"Les médias ont traité ce non-événement astronomique comme si c'était un fait majeur. Cela ne l'était nullement. Vous l'avez vue la super Lune? Difficile de dire à l'œil nu si elle était plus « grosse » que la précédente pleine lune, non ?"

Cet engouement médiatique empreint d'imprécisions et qui « gonflait » exagérément l'événement astronomique a même amené la Société française d'Astronomie et d'Astrophysique à s'émouvoir de [la vacuité de ce « buzz »](#). « Tous les médias sont tombés dans le panneau, constate-t-elle. À l'exception de quelques-uns, disposant de journalistes scientifiques attentifs ».



En France, seuls 6% des titulaires d'une carte de presse ont une formation initiale en Science. Dessin du vulgarisateur et scientifique québécois Jacques Goldstyn, qui participait au colloque "Journalisme scientifique 2.0" d'Annecy. (Cliquer pour agrandir)

C'est donc de la qualité de l'information qu'il est ici question. Et l'exemple de la Lune n'est pas anecdotique. Pour [le sociologue Jean-Marie Charon](#), professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris, ce phénomène ne touche pas que le journalisme scientifique.

Mutations dans les médias classiques

« Les revenus publicitaires des médias classiques sont en baisse régulière » analyse-t-il. « La vente de journaux également. En réaction, les rédactions réduisent leurs coûts, notamment en se séparant de journalistes. Aux États-Unis, dans la décennie 2000-2010, on a assisté à une diminution de 30% du nombre de journalistes dans les médias », constate-t-il. « Et ceux qui restent sont amenés à devoir en faire toujours davantage, notamment pour alimenter les plateformes digitales et les réseaux sociaux des médias traditionnels ».

« Les journalistes salariés, attachés à une rédaction, ont de moins en moins de temps. Ils se muent en éditeurs. Ils mettent l'information qu'ils reçoivent en forme. Résultats: cela entraîne plus de tensions, mais surtout moins de temps pour se concentrer sur l'essence même de leur métier : le journalisme, la récolte personnelle d'informations, leur vérification ».

Appauvrissement de l'information

« Si on reste sur des structures traditionnelles d'organisation des rédactions, comme je viens de l'expliquer ici, on ne peut assister qu'à un appauvrissement de la qualité de l'information. Et ceci alors que la Société a des attentes plus fortes de la part des journalistes. Elle désire une information de meilleure qualité ».

Comment y arriver? « On ne peut l'envisager qu'en passant par une transformation des structures d'informations », estime le sociologue. « On commence à voir apparaître des rédactions ouvertes. Des rédactions qui travaillent davantage en réseaux, avec moins de journalistes salariés et davantage de pigistes sollicités en fonction de leur spécialité, voire avec des agences de presse spécialisées ».

Journalisme participatif

Un autre phénomène émerge également. Celle du journalisme participatif. « On assiste à l'émergence de toute une série de contributeurs non journalistes avec des conséquences sur la clarté de l'information à diffuser », constate le scientifique. « De même, les rédactions font aussi davantage appels à des experts extérieurs, des personnes sollicitées pour commenter une information ».

« Avec cette évolution, la séparation entre journalistes et non-journalistes devient plus poreuse. Et la question que cela pose est bien entendu celle de la qualité de l'information. Qui sont ces personnes sollicitées par les médias et ces contributeurs participatifs et autres blogueurs? Quels intérêts ont-ils

à s'exprimer dans un média? La question n'est pas anodine ».

Au service des lecteurs ou d'intérêts tiers?

« L'intérêt premier du journaliste est de livrer une information de qualité. Il est au service de ses lecteurs », rappelle Cécile Michault. « Les contributeurs extérieurs peuvent être d'excellents communicateurs. Mais leur intérêt n'est pas nécessairement celui des lecteurs du média qui les sollicite, plutôt celui de leur institution, de leur employeur ».

« Le risque est de donner la parole à l'un ou l'autre lobby, à des structures de désinformation ou de tomber dans le piège de la manipulation ».

Et à propos, ces experts extérieurs sollicités par les médias, sont-ils réellement des experts... pertinents? Pour pouvoir en juger, les rédactions ont encore besoin de journalistes qui puissent apprécier leurs qualités de leurs experts. Mais aussi pour vérifier leur opinion et la confronter à d'autres avis. Le Pr Charon citait l'exemple de ce spécialiste qui apparaissait régulièrement dans les médias lors d'un des derniers épisodes de grippe aviaire. Certes, l'avis de ce biologiste passait bien dans les médias. Et il était manifestement accessible. Mais ce « spécialiste » n'était pas le moins du monde virologue...

Dans ce contexte, le journaliste scientifique, comme tous les autres journalistes qui développent une certaine spécialisation, reste indispensable à la fabrication d'une information de qualité.

En Belgique

L'[Association des journalistes professionnels](#), l'AJP, regroupe en Belgique les « journalistes professionnels », un titre protégé par la loi de 1963. Ne sont reconnus journalistes professionnels que celles et ceux exerçant ce métier à titre principal et reconnu comme tel par une commission d'agrément (entre autres critères légaux).

Les journalistes actifs dans un domaine ciblé peuvent également être membres d'une association plus spécialisée. C'est le cas des journalistes scientifiques, regroupés au sein d'une association de fait, l'[ABJSc \(l'Association belge des journalistes scientifiques\)](#), elle-même membre d'une Fédération européenne, l'[Eusja](#).